



## **Asile : La CJUE entre grands principes et points techniques**

Catherine Warin

### **► To cite this version:**

Catherine Warin. Asile : La CJUE entre grands principes et points techniques. Blogdroiteuropéen, 2018. <hal-03509659>

**HAL Id: hal-03509659**

**<https://hal.science/hal-03509659v1>**

Submitted on 4 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

**Citation suggérée** : C. Warin, « Asile : la CJUE entre grands principes et points techniques », NAPA 1/2018, Blogdroiteuropéen, juillet 2018, <https://wp.me/p6OBGR-33S>.

# Asile : La CJUE entre grands principes et points techniques (décembre 2017 – juillet 2018)

**Catherine Warin**

Docteur en droit, avocate au barreau de Luxembourg, co-fondatrice de Passerell a.s.b.l.

Cette note d'actualité<sup>1</sup> porte sur le premier semestre de l'année 2018, lequel devait permettre aux négociations sur la réforme du système européen commun d'asile d'aboutir<sup>2</sup>. Finalement, ce semestre s'est achevé, avec le sommet du Conseil européen des 28 et 29 juin, sur une remise en question sans précédent des fondements même de ce système<sup>3</sup>. Sur ce fond de tourmente politique, la jurisprudence de la Cour de justice (« CJUE ») dans le domaine de la politique d'asile de l'Union européenne porte essentiellement sur des points techniques, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du règlement Dublin III<sup>4</sup>. Néanmoins, ces arrêts d'espèce sont aussi l'occasion pour la Cour de rappeler les grands principes et les droits fondamentaux dont découlent les solutions retenues. Ainsi, les trois arrêts relatifs au système Dublin présentés ci-dessous font ressortir, au regard de ces garanties, l'articulation entre les obligations des administrations nationales mettant en œuvre le règlement et les droits des individus concernés. On y retrouve en outre une préoccupation constante de la Cour, celle de l'effectivité des recours juridictionnels, également au cœur du raisonnement de l'arrêt *Gnandi*, concernant la directive Retour<sup>5</sup>.

**Mots clés** : asile, règlement Dublin III, système Schengen, directive Retour, recours juridictionnel effectif, non-refoulement

## Droits individuels des demandeurs d'asile et coopération administrative entre États membres dans le cadre du système Dublin

<sup>1</sup> Cette note a été relue par le Dr Janine Silga, chercheuse à l'Université du Luxembourg, à qui l'auteur adresse ses chaleureux remerciements.

<sup>2</sup> Commission européenne, Communiqué de presse : « Agenda européen en matière de migration : maintenir les efforts pour poursuivre les progrès », 14 mars 2018, [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-18-1763\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-1763_fr.htm).

<sup>3</sup> « Un accord sur les migrations trouvé lors du sommet de l'Union européenne », Le Monde, 29 juin 2018, [https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/06/29/un-accord-sur-les-migrations-trouve-au-sommet-de-l-union-europeenne\\_5322859\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/06/29/un-accord-sur-les-migrations-trouve-au-sommet-de-l-union-europeenne_5322859_3214.html).

<sup>4</sup> Règlement n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (JO L 180, p. 31) (« Règlement Dublin III »).

<sup>5</sup> Directive n° 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 2008, relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (JO L 348, p. 98) (« Directive Retour »).

## I - Procédure de reprise en charge et étendue du contrôle juridictionnel

[CJUE \(3<sup>ème</sup> ch.\), 25 janvier 2018, \*Hasan\*, C-360/16, EU:C:2018:35](#)

M. Hasan introduit une demande d'asile en Allemagne. Les autorités allemandes déclarent cette demande irrecevable après avoir constaté dans le système Eurodac<sup>6</sup> qu'il avait déjà demandé l'asile en Italie, activent une procédure de reprise en charge et décident son transfert vers ce pays. M. Hasan introduit un recours mais il n'obtient ni la suspension en référé, ni l'annulation au fond de la décision de transfert. M. Hasan est transféré en Italie mais il revient en Allemagne avant que la juridiction d'appel allemande n'ait statué. Cette juridiction décide que l'Allemagne est devenue responsable de la demande puisque le transfert n'avait pas été effectué dans le délai de 6 mois prescrit par le règlement. L'administration allemande introduit un recours en révision devant la Cour administrative fédérale. Cette Cour se tourne ensuite vers la CJUE et lui pose une série de questions relatives aux dispositions pertinentes du règlement Dublin III.

Tout d'abord, la législation allemande prévoit que le contrôle juridictionnel d'une décision de transfert doit reposer sur la situation factuelle existant lors de la dernière audience devant la juridiction saisie ou, à défaut d'audience, au moment où cette juridiction statue sur le recours. La Cour administrative fédérale s'interroge sur la compatibilité d'une telle disposition avec le droit de l'Union. La CJUE convient que cette règle satisfait tout à fait à l'obligation de prévoir une voie de recours effective et rapide, telle qu'elle a été rappelée dans l'arrêt *Shiri*.<sup>7</sup> La Cour précise cependant que « *l'exécution du transfert, qui constitue une simple mise en œuvre concrète de la décision de transfert, n'est pas de nature, en tant que telle, à établir de manière définitive la responsabilité de l'État membre dans lequel la personne concernée a été transférée* »<sup>8</sup> et ce pour quatre raisons. D'abord, le règlement Dublin III lui-même ne prévoit pas un tel effet de l'exécution du transfert. Ensuite, le règlement, envisage la possibilité qu'un transfert soit effectué par erreur, en prévoyant une reprise en charge dans un tel cas de figure. En outre, la conclusion inverse porterait atteinte au droit à un recours effectif prévu par l'article 27 du règlement. Enfin, certaines dispositions du règlement peuvent avoir pour effet de remettre en cause la responsabilité d'un État membre en raison de circonstances survenues postérieurement à l'exécution d'un transfert vers cet État membre.<sup>9</sup>

La question suivante naît du fait que M. Hasan est revenu illégalement en Allemagne : si l'Italie est bien responsable de l'examen de sa demande, doit-il faire l'objet d'une nouvelle procédure de reprise en charge ou peut-il être retransféré en Italie sur le fondement de la décision de transfert déjà exécutée ? La systémique du règlement Dublin III indique qu'un tel cas de figure nécessite une nouvelle procédure de reprise en charge, sans quoi des circonstances postérieures au transfert déjà effectué risqueraient d'être ignorées alors qu'elles doivent impérativement être prises en compte. La Cour, soucieuse de préserver l'effet utile du règlement, s'attache à

---

<sup>6</sup> Règlement (UE) n° 603/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif à la création d'Eurodac pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace du règlement [Dublin III] et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et Europol à des fins répressives, et modifiant le règlement (UE) n° 1077/2011 portant création d'une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (« Règlement Eurodac »). Ce règlement encadre le traitement des empreintes digitales des demandeurs d'asile et permet notamment aux États membres de vérifier, aux fins de la mise en œuvre du règlement Dublin III, si un demandeur est déjà passé par un ou plusieurs autres États membres et s'y est vu relever ses empreintes digitales.

<sup>7</sup> CJUE (gr. ch.), 25 octobre 2017, *Shiri*, C-201/16, EU:C:2017:805. Concernant cet arrêt, voir la précédente NAPA : C. Warin, « Le régime d'asile européen commun sous pression », NAPA 1/2017, Blogdroiteuropéen, décembre 2017, <http://wp.me/p6OBGR-2qm>.

<sup>8</sup> CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 25 janvier 2018, *Hasan*, C-360/16, EU:C:2018:35, point 35.

<sup>9</sup> Par exemple, l'article 29, paragraphe 3, de ce règlement que la personne concernée doit être reprise en charge par l'État membre ayant procédé au transfert en cas de transfert exécuté par erreur ou d'annulation de la décision de transfert après l'exécution du transfert. Cf. CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 25 janvier 2018, *Hasan*, C-360/16, EU:C:2018:35, points 36 à 39.

souligner que le réexamen de la situation de la personne concernée « *peut être effectué sans que soit remise en cause la réalisation de l'objectif de célérité dans le traitement des demandes de protection internationale, puisque ce réexamen implique uniquement de prendre en compte les changements intervenus depuis l'adoption de la première décision de transfert* »<sup>10</sup>.

Ensuite se pose un problème connexe : comment calculer les délais de la procédure de reprise en charge, prévus à l'article 24, paragraphe 2, du règlement, lorsqu'un demandeur, après son transfert d'un État membre vers un autre, est revenu sur le territoire du premier État à l'insu de celui-ci? Là aussi, la Cour procède à une analyse systémique et constate que les délais prévus « *garantissent que l'État membre requérant engage la procédure de reprise en charge dans un délai raisonnable à partir du moment où il dispose des informations lui permettant d'adresser une requête aux fins de reprise en charge à un autre État membre (...)* » : par conséquent, ces délais ne sauraient commencer à courir avant que l'État membre requérant ne dispose de ces informations. Autrement dit, le délai court à compter du moment où les autorités ont connaissance de la présence de la personne concernée.<sup>11</sup>

Finalement, vient la question des conséquences du non-respect des délais de formulation d'une requête de reprise en charge. L'article 24, paragraphe 3 du règlement prévoit que l'État membre où se trouve le demandeur, qui n'est pas nécessairement l'État membre responsable selon les critères Dublin, doit donner la possibilité au demandeur d'introduire une nouvelle demande de protection internationale. La Cour insiste sur l'importance d'assurer l'effet utile de cette disposition<sup>12</sup>. Elle combine ce souci avec une lecture téléologique du règlement (les dispositions en cause contribuent à assurer un objectif de célérité<sup>13</sup>) et en déduit que cette disposition a pour effet de rendre l'État en question responsable de l'examen de la demande – si tant est que la personne concernée a effectivement introduit une nouvelle demande de protection internationale. Dans le cas contraire, l'État membre reste libre d'organiser le transfert vers l'État où la demande avait été introduite, à condition d'avoir au préalable formulé une requête aux fins de prise en charge.<sup>14</sup>

L'apport de cet arrêt réside ainsi dans les précisions qu'il donne sur la mise en œuvre concrète, en termes de délais et de procédure, du règlement Dublin III appliqué à une personne revenue illégalement sur le territoire de l'État membre dont elle avait été transférée.

## **II – Chronologie des procédures de prise et de reprise en charge**

[CJUE \(2<sup>ème</sup> ch.\), 31 mai 2018, \*Hassan\*, C-647/16, EU:C:2018:368](#)

M. Adil Hassan est interpellé près du port de Calais et les services de police français, ayant consulté le système Eurodac, constatent qu'il a déposé une demande de protection internationale en Allemagne. Le jour même, le préfet du Pas-de-Calais saisit les autorités allemandes d'une demande de reprise en charge de M. Hassan, et décide de transférer ce dernier vers l'Allemagne et de le placer en rétention administrative dans l'attente de ce transfert. M. Hassan conteste la décision de transfert ainsi que la décision de placement en rétention devant le tribunal administratif de Lille.

<sup>10</sup> CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 25 janvier 2018, *Hasan*, C-360/16, EU:C:2018:35, point 54.

<sup>11</sup> CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 25 janvier 2018, *Hasan*, C-360/16, EU:C:2018:35, points 63 et 64.

<sup>12</sup> CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 25 janvier 2018, *Hasan*, C-360/16, EU:C:2018:35, points 74 et 75.

<sup>13</sup> CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 25 janvier 2018, *Hasan*, C-360/16, EU:C:2018:35, points 62, 78 et 79.

<sup>14</sup> CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 25 janvier 2018, *Hasan*, C-360/16, EU:C:2018:35, points 86 à 91.

Se pose ainsi la question de savoir si le règlement Dublin III permet à un État membre de prendre une décision de transfert avant que l'État membre requis (ici l'Allemagne) n'ait répondu expressément ou implicitement à la demande de reprise en charge<sup>15</sup>. Se livrant à une lecture littérale de l'article 26, paragraphe 1 du règlement Dublin III<sup>16</sup>, la Cour observe que la disposition établit un ordre procédural précis entre requête de prise (ou reprise) en charge, acceptation de cette requête et enfin notification de la décision de transfert à la personne concernée. Reprenant ensuite les considérations téléologiques de l'Avocat général Mengozzi, la Cour souligne que la procédure de notification de la décision de transfert a été précisée dans la version III du règlement Dublin afin de garantir un droit de recours plus effectif<sup>17</sup>. En outre, il ressort de l'économie générale du règlement que le temps imparti entre la requête et l'acceptation permet à l'État membre requis de procéder aux vérifications nécessaires relatives à sa responsabilité *avant* d'accepter la (re)prise en charge. Enfin, la Cour rappelle que l'objectif de célérité dans le traitement des demandes d'asile est à concilier avec la garantie d'un recours effectif contre les décisions de transfert<sup>18</sup>. Or, il serait absurde qu'un demandeur, afin d'exercer ce droit à un recours effectif, doive introduire un recours contre une décision de transfert avant même que la requête de (re)prise en charge n'ait obtenu une réponse<sup>19</sup>.

C'est pourquoi la Cour conclut que lorsqu'un État envoie une requête de prise ou reprise en charge à un autre État membre, il ne peut pas émettre de notification de transfert à l'attention de l'individu concerné tant que ce second État membre n'a pas accepté la requête. Cela n'empêche pas une mise en rétention dans l'attente de la réponse<sup>20</sup>.

### III – Procédure de reprise en charge et mandat d'arrêt européen

[CJUE, \(3<sup>ème</sup> ch.\), 5 juillet 2018, X, EU:C:2018:538](#)

M. X est débouté d'une demande d'asile déposée aux Pays-Bas. Il introduit une deuxième demande, laquelle est également rejetée, et introduit un recours contre ce deuxième rejet. Pendant la procédure juridictionnelle, il quitte le pays où il fait l'objet de poursuites pénales pour une infraction à caractère sexuel. Il se rend en Italie où il introduit une demande d'asile, mais les autorités italiennes, en exécution d'un mandat d'arrêt européen, le remettent aux autorités néerlandaises. Celles-ci constatent dans le système Eurodac qu'il a introduit une demande en Italie et demandent aux autorités italiennes de le reprendre en charge, ce que ces dernières acceptent de faire. M. X forme un recours contre la décision de transfert, dont il obtient la suspension, et il introduit une nouvelle demande d'asile aux Pays-Bas. Cette demande est rejetée au motif que l'Italie est l'État membre responsable de l'examen de sa demande. Entre-temps, l'affaire pénale est classée sans suite. La juridiction néerlandaise se demande si l'Italie est effectivement devenue l'État membre responsable du fait de l'introduction de la

---

<sup>15</sup> Le juge français indique que la jurisprudence française est partagée sur cette pratique préfectorale française très courante, et demande à la Cour de justice de trancher ce point. Cf. A. Guérin, « Décision de transfert Dublin anticipée : la CJUE souligne le détournement de procédure des préfectures françaises », La Revue des droits de l'homme [Online], Actualités Droits-Libertés, URL : <http://journals.openedition.org/revdh/4443>.

<sup>16</sup> Cette disposition prévoit que : « Lorsque l'État membre requis accepte la prise en charge ou la reprise en charge d'un demandeur ou d'une autre personne visée à l'article 18, paragraphe 1, point c) ou d), l'État membre requérant notifie à la personne concernée la décision de le transférer vers l'État membre responsable et, le cas échéant, la décision de ne pas examiner sa demande de protection internationale. [...] »

<sup>17</sup> CJUE (2<sup>ème</sup> ch.), 31 mai 2018, *Hassan*, C-647/16, EU:C:2018:368, point 44.

<sup>18</sup> CJUE (2<sup>ème</sup> ch.), 31 mai 2018, *Hassan*, C-647/16, EU:C:2018:368, points 56 et 57. Ainsi que le rappelle la Cour, cette garantie est inscrite au considérant 19 du règlement Dublin III et a fait notamment l'objet des arrêts du 7 juin 2016, *Ghezelbash*, C-63/15, EU:C:2016:409 et du 25 octobre 2017, *Shiri*, C-201/16, EU:C:2017:805.

<sup>19</sup> CJUE (2<sup>ème</sup> ch.), 31 mai 2018, *Hassan*, C-647/16, EU:C:2018:368, points 59 et suivants.

<sup>20</sup> Comme souligné au point 67 de l'arrêt.

demande d'asile. Il est demandé à la Cour de justice de préciser les modalités d'application de l'article 23 du règlement Dublin III<sup>21</sup> à ce cas de figure.

La Cour déduit de la systémique du règlement que la procédure de l'article 23 est bien applicable au cas d'espèce, et que les autorités italiennes disposaient de la faculté de formuler une requête aux fins de la reprise en charge de Monsieur X. Cependant, la Cour rappelle ses arrêts *Mengesteab* et *Shiri* et en déduit que la requête ne peut pas être formulée après expiration des délais prévus à l'article 23, dès lors qu'en cas d'expiration de ces délais, la responsabilité se trouve transférée à l'Etat membre auprès duquel une nouvelle demande de protection internationale a été introduite<sup>22</sup>, soit ici l'Italie. Le fait qu'un recours était pendant aux Pays-Bas au moment de l'expiration des délais n'y change rien. La Cour concède que cette solution peut avoir pour effet de conduire l'Etat membre auprès duquel une nouvelle demande d'asile a été introduite à examiner celle-ci, même si un examen d'une autre demande introduite par la même personne est en cours ou a déjà été mené à son terme dans un autre Etat membre ; mais il s'agit tout simplement, pour la Cour, « *d'une conséquence des choix opérés par le législateur de l'Union* »<sup>23</sup>.

La CJUE ajoute que la formulation d'une requête de reprise en charge n'impose ni de suspendre l'examen d'un recours exercé contre le rejet d'une demande d'asile introduite antérieurement, ni de mettre fin à cet examen en cas d'acceptation de la requête par l'Etat membre requis. En effet, les obligations en la matière, détaillées à l'article 18 du règlement, visent à préciser le traitement garanti à la personne transférée vers un autre Etat membre, mais ne constituent pas des obligations adressées à l'Etat membre requérant.<sup>24</sup>

En outre, le juge néerlandais se demande si les Pays-Bas ont manqué à une obligation d'informer les autorités italiennes en ne mentionnant pas qu'un recours était pendant. Or, les informations qui doivent être transmises sont détaillées dans un formulaire type, auquel fait référence l'article 24 du règlement, et rien ne prévoit ce type d'information. Ces informations doivent permettre d'établir (ou d'infirmer) la responsabilité de l'Etat membre requis ; or l'existence d'un tel recours est sans incidence ainsi que la Cour l'a établi en réponse aux questions précédentes. Il s'ensuit que l'Etat membre requérant n'est pas tenu d'informer les autorités de l'Etat membre requis qu'un recours est pendant.

Enfin, en ce qui concerne l'articulation entre la procédure prévue par le règlement Dublin et celle de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen<sup>25</sup>, la Cour souligne que ces procédures sont autonomes l'une par rapport à l'autre. Par conséquent, la circonstance que l'entrée sur le territoire de l'Etat membre requérant soit consécutive à une remise en exécution d'un mandat d'arrêt européen ne rend pas cet Etat responsable de l'examen de la demande d'asile et n'exclut pas la formulation d'une requête aux fins de reprise en charge.<sup>26</sup>

---

<sup>21</sup> Cette disposition règle les modalités de présentation d'une requête aux fins de reprise en charge lorsqu'une nouvelle demande a été introduite dans l'Etat membre requérant.

<sup>22</sup> CJUE (2<sup>ème</sup> ch.), 31 mai 2018, *Hassan*, C-647/16, EU:C:2018:368, points 33 à 36. Cf. CJUE (gr. ch.) 26 juillet 2017, *Mengesteab*, C-670/16, EU:C:2017:587, et CJUE (gr. ch.), arrêt 25 octobre 2017, *Shiri*, C-201/16, EU:C:2017:805 et NAPA précédente.

<sup>23</sup> CJUE, (3<sup>ème</sup> ch.), 5 juillet 2018, *X*, EU:C:2018:538, points 38 et 39.

<sup>24</sup> CJUE, (3<sup>ème</sup> ch.), 5 juillet 2018, *X*, EU:C:2018:538, points 42 et 43.

<sup>25</sup> Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres (*JO* 2002, L 190, p. 1).

<sup>26</sup> CJUE, (3<sup>ème</sup> ch.), 5 juillet 2018, *X*, EU:C:2018:538, points 58 à 63.



Somme toute, pas de coup de théâtre sur les éventuels recoupements entre procédure Dublin et exécution d'un mandat d'arrêt européen, mais quelques précisions bienvenues sur l'application du règlement Dublin dans les cas où des demandes d'asile ont été déposées dans plus d'un pays.

## Refus de protection internationale et mise en œuvre de la directive Retour

[CJUE \(gr. ch.\), 19 juin 2018, Gnandi, C-181/16, EU:C:2018:465](#)

Monsieur Gnandi, ressortissant togolais, voit sa demande d'asile rejetée par les autorités belges. Il fait également l'objet d'un ordre de quitter le territoire, qu'il conteste en arguant que cet ordre a été émis dès le rejet par l'administration de sa demande et avant que la procédure juridictionnelle n'ait été menée à son terme. Le Conseil d'Etat souhaite savoir si l'article 5 de la directive Retour, qui impose aux États membres de respecter le principe de non-refoulement lorsqu'ils mettent en œuvre cette directive, ainsi que le droit à un recours effectif, prévu par l'article 13, paragraphe 1, de la même directive et par l'article 47 de la Charte, s'opposent effectivement à une décision de retour prise dans un tel contexte.

L'arrêt rendu par la Cour confirme que l'ordre de quitter le territoire constitue une décision de retour au sens de la directive Retour<sup>27</sup> et que les États membres peuvent émettre une telle décision dès lors qu'une décision administrative de rejet de demande de protection internationale a été prise,<sup>28</sup> puisque l'individu concerné se trouve dès la date de cette décision, en « séjour irrégulier » au sens de la directive.<sup>29</sup>

La Cour rappelle cependant qu'une autorisation de rester aux fins de l'exercice effectif d'un recours contre le rejet d'une demande d'asile fait obstacle à l'application de la directive Retour jusqu'à l'issue de ce recours<sup>30</sup>. Le séjour demeure irrégulier, mais il est toléré pour permettre l'exercice du recours effectif ; cette tolérance implique également que l'individu ne peut pas être placé en rétention dans l'attente de son retour<sup>31</sup>. Une jurisprudence constante indique en effet que l'objectif principal de la directive Retour consiste à mettre en place « *une politique efficace d'éloignement et de rapatriement dans le respect intégral des droits fondamentaux ainsi que de la dignité des personnes concernées* »<sup>32</sup>. Cet objectif d'efficacité s'exprime notamment dans l'article 6, paragraphe 6, de la directive Retour qui permet de cumuler décision de rejet et décision de retour, mais il doit être mis en œuvre dans le respect du droit à un recours effectif et du droit au non-refoulement<sup>33</sup>. Par conséquent, la décision de retour peut être émise au moment de la décision de rejet, à condition que « *l'ensemble des effets juridiques de cette décision soient suspendus* » c'est-à-dire : que le délai de départ volontaire prévu à l'article 7 de la directive Retour ne commence pas à courir tant que l'intéressé est autorisé à rester, qu'il ne

<sup>27</sup> CJUE (gr. ch.), 19 juin 2018, *Gnandi*, C-181/16, EU:C:2018:465, point 38 : l'article 3, point 4, de la directive Retour définit la notion de « décision de retour » comme une décision ou un acte de nature administrative ou judiciaire déclarant illégal le séjour d'un ressortissant d'un pays tiers et imposant une obligation de retour.

<sup>28</sup> CJUE (gr. ch.), 19 juin 2018, *Gnandi*, C-181/16, EU:C:2018:465, point 59.

<sup>29</sup> CJUE (gr. ch.), 19 juin 2018, *Gnandi*, C-181/16, EU:C:2018:465, point 39 : il résulte de la définition de la notion de « séjour irrégulier », figurant à l'article 3, point 2, de cette directive, que tout ressortissant d'un pays tiers qui est présent sur le territoire d'un État membre sans remplir les conditions d'entrée, de séjour ou de résidence dans celui-ci se trouve, de ce seul fait, en séjour irrégulier (arrêt du 7 juin 2016, *Affum*, C-47/15, EU:C:2016:408, point 48)

<sup>30</sup> Cf CJUE (3<sup>ème</sup> ch.), 30 mai 2013, *Arslan*, C-534/11, EU:C:2013:343.

<sup>31</sup> CJUE (gr. ch.), 19 juin 2018, *Gnandi*, C-181/16, EU:C:2018:465, point 45.

<sup>32</sup> CJUE (gr. ch.), 19 juin 2018, *Gnandi*, C-181/16, EU:C:2018:465, point 48 et jurisprudence citée.

<sup>33</sup> CJUE (gr. ch.), 19 juin 2018, *Gnandi*, C-181/16, EU:C:2018:465, point 53 : le principe de non-refoulement est notamment protégé par les articles 18 et 19 de la Charte des droits fondamentaux et l'article 33 de la Convention de Genève (Convention relative au statut des réfugiés ouverte à signature du 28 juillet au 31 août 1965, entrée en vigueur le 22 avril 1954, Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137).

soit pas placé en rétention aux fins d'éloignement, qu'il bénéficie des conditions d'accueil prévues par la directive Retour<sup>34</sup>.

Cet arrêt s'inscrit ainsi dans la ligne habituelle de la CJUE en mettant l'accent sur la protection effective des droits des individus concernés par la mise en œuvre de la directive Retour.

---

<sup>34</sup> CJUE (gr. ch.), 19 juin 2018, *Gnandi*, C-181/16, EU:C:2018:465, points 62 et 63.